

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

À l'occasion de la Journée internationale de la femme, l'ONUSIDA invite les pays à endiguer la nouvelle infection à VIH d'un million de femmes et de filles chaque année

Près d'un million de femmes contractent le virus chaque année et seulement la moitié des femmes vivant avec le VIH ont accès à un traitement essentiel à leur survie, faisant du sida la première cause de décès dans le monde chez les femmes âgées de 30 à 49 ans.

GENÈVE, 8 mars 2017 — À l'occasion de la Journée internationale de la femme, l'ONUSIDA a publié un nouveau rapport qui fait état d'un besoin urgent de renforcer les services de traitement et de prévention de l'infection à VIH pour les femmes et les filles. Selon le rapport intitulé « When women lead, change happens », en 2015, 18,6 millions de femmes et de filles vivaient avec le VIH dans le monde, 1 million de femmes et de filles ont contracté le VIH et 470 000 femmes et filles sont décédées de maladies liées au sida.

« Les femmes mènent le changement dans la hausse de la demande de services de santé et de services liés au VIH, ainsi que dans le renforcement de l'accès à ces services. Ce mouvement doit s'intensifier pour permettre aux familles de s'épanouir, aux sociétés de prospérer et aux économies de progresser », a indiqué Michel Sidibé, Directeur exécutif de l'ONUSIDA. « Les droits des femmes sont des droits humains, sans exception. »

Le rapport montre que les femmes sont plus vulnérables au VIH que les hommes. Il a été prouvé que la violence domestique et sexuelle augmentait le risque d'infection à VIH chez les femmes. Des données montrent que dans les zones à forte prévalence de VIH, les femmes qui ont été victime de violence de la part d'un partenaire intime sont jusqu'à 50 % plus susceptibles de contracter le VIH.

La vulnérabilité des femmes à l'infection par le VIH est également renforcée par le manque d'accès à l'éducation et aux services de santé et par l'absence de pouvoir de décision. Dans le monde, seuls 30 % des pays comptent autant de filles que de garçons dans les écoles secondaires de deuxième cycle et en Afrique centrale et occidentale, seule une jeune femme sur trois entre 15 et 24 ans déclare pouvoir prendre elle-même ses propres décisions en matière de soins de santé. Au Botswana, il a été démontré que chaque année scolaire supplémentaire réduisait le risque d'infection à VIH de 11,6 % chez les filles.

« Les facteurs structurels, comportementaux et biologiques augmentent le risque d'infection à VIH chez les femmes », a expliqué M. Sidibé. « Chaque fille devrait pouvoir rester à l'école, chaque jeune femme devrait pouvoir décider de sa propre santé sexuelle et génésique et toutes les femmes et les filles devraient pouvoir se protéger contre le VIH. »

Dans la Déclaration politique des Nations Unies 2016 sur la fin du sida, les pays se sont engagés à réduire le nombre de nouvelles infections à VIH chez les adolescentes et les jeunes femmes de 390 000 en 2015 à moins de 100 000 en 2020, à faire en sorte que les jeunes disposent des compétences, des connaissances et des capacités requises pour se prémunir

contre le VIH et à garantir que 90 % des jeunes dans le besoin aient accès à des services liés à la santé sexuelle et génésique et à une combinaison d'options de prévention du VIH d'ici 2020. Les pays se sont également engagés à faire en sorte que 90 % des femmes vivant avec le VIH connaissent leur état, que 90 % des femmes vivant avec le VIH qui connaissent leur état aient accès au traitement et que 90 % des femmes sous traitement aient une charge virale indétectable d'ici 2020. Ces efforts permettront aux pays de mettre fin à l'épidémie de sida en tant que menace pour la santé publique d'ici 2030, dans le cadre des objectifs de développement durable.

Pour atteindre ces objectifs, il faudra coordonner et intensifier les efforts. Il sera essentiel de conjuguer une série de services de santé éclairés par des données probantes avec des changements structurels. Il faudra notamment garantir que les filles puissent aller à l'école et y rester, que les lois punitives et discriminatoires soient réformées et que les femmes et les filles acquièrent une autonomie sociale et économique leur permettant de contrôler pleinement leurs droits relatifs à la santé sexuelle et génésique.

Les services de santé doivent également être intégrés. Le fait de proposer toute une série de services intégrés de santé sexuelle et génésique aux jeunes femmes et aux adolescentes, sans discrimination et sans nécessairement le consentement parental, permet d'améliorer l'accès aux services liés au VIH et aux maladies associées, telles que la tuberculose, l'hépatite et le cancer du col de l'utérus.

L'ONUSIDA s'emploie, avec l'aide de divers partenaires, dont les gouvernements, la société civile, le Plan d'urgence du Président des États-Unis pour la lutte contre le sida et le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, à ce que, partout dans le monde, les femmes et les filles aient la capacité et les moyens de se protéger de l'infection à VIH et à ce que toutes les femmes et les filles vivant avec le VIH aient un accès immédiat au traitement.

[FIN]

Contact

ONUSIDA Genève | Sophie Barton-Knott | tél. +41 22 791 1697 | bartonknotts@unaids.org

ONUSIDA

Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) guide et mobilise la communauté internationale en vue de concrétiser sa vision commune : « Zéro nouvelle infection à VIH. Zéro discrimination. Zéro décès lié au sida. » L'ONUSIDA conjugue les efforts de 11 institutions des Nations Unies – le HCR, l'UNICEF, le PAM, le PNUD, l'UNFPA, l'UNODC, ONU Femmes, l'OIT, l'UNESCO, l'OMS et la Banque mondiale. Il collabore étroitement avec des partenaires mondiaux et nationaux pour mettre un terme à l'épidémie de sida à l'horizon 2030 dans le cadre des Objectifs de développement durable. Pour en savoir plus, consultez le site unaids.org, et suivez nous sur Facebook, Twitter, Instagram et Youtube.